

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-connexions-de-Ford-Motors-a-la-repression-de-la-dictature-argentine-dans-les-Annees-de-Plomb>

# **Les connexions de Ford Motors à la répression de la dictature argentine dans les Années de Plomb**

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine -  
Date de mise en ligne : lundi 27 février 2006

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Le chef de la sécurité de l'usine Ford de Pacheco, Argentine, était un militaire embauché, comme tout le personnel sous son commandement. Après l'enlèvement de 25 délégués syndicaux et la torture de deux d'entre eux, il a eu une promotion comme lieutenant-colonel. Et il a été ensuite engagé pour la même fonction par l'Ambassade des Etats-Unis. Il est parti à la retraite en 2004.**



A l'Ambassade des Etats-Unis, ils ont lu les nouvelles dans les journaux de vendredi. La vieille affaire pour la disparition de 25 ex délégués syndicaux de la *Ford Motors Argentine*, durant les premiers mois du coup d'état militaire de 1976, a pris un nouveau départ à partir d'une plainte à double dimension. À la plainte pénale d'il y a trois ans, les survivants viennent d'ajouter une plainte civile qui inclut la *Ford Moteur Company* et ont intégré une demande de citation à comparaître et d'emprisonnement pour quatre ex directeurs de l'entreprise. Parmi eux, se trouve un lieutenant-colonel à la retraite qui - selon la nouvelle plainte judiciaire - a travaillé, après la Ford, comme membre du personnel de sécurité de l'ambassade étasunienne en Argentine jusqu'au 27 février 2004. La plainte judiciaire a en outre ajouté une série de nouveaux documents déclassifiés du Département d'État des Etats Unis, dont une pièce clef pour comprendre l'"alliance" entre les compagnies privées et les forces de sécurité pendant la dictature. Página/12 révèle une partie de ces documents et le profil du militaire de la Ford qui travaillait pour l'ambassade. "Nous ne faisons pas de commentaires sur la question des contrats du personnel", a répondu une source diplomatique face aux questions de ce journal.

L'histoire avec des majuscules de Ford Argentina a commencé le jour du printemps de 1961 où on a inauguré en coupant les rubans bleu ciel et blanc de la gigantesque usine de Pacheco, rappelle un vieil article qui raconte la vie de la filiale locale de la multinationale étasunienne. Deux années plus tard, le 15 juillet 1963, Pacheco donnait naissance à la première Falcon produite complètement dans le pays, sous les yeux du petit-fils lui même d'Henry Ford, venu spécialement pour la cérémonie. "J'ai été une familiale, j'ai été taxi, j'ai été champion de Tourisme Route, j'ai été tout. Dur, fort, infatigable : un titan ", dit une Falcon dans l'article d'illustration. On oublie qu'elle a été plus que cela, ce fut un des symboles les moins remarqué de la dictature militaire.

Avec le temps, s'est passé à l'usine de Pacheco la même chose qui est arrivé à sa voiture fétiche. Devant la Commission Nationale sur la Disparition des Personnes (Conadep) un groupe d'ex délégués syndicaux de la Ford a dénoncé en 1983 que le terrain de sports de cette usine a fonctionné comme "une caserne militaire" : Au sein de la Ford, ont-ils dit, " opérait un commando militaire composé par différentes forces de sécurité". Les forces militaires ont été installées à Pacheco dans un campement, ont occupé les terrains de football et ont entouré par un mur de toile un des deux « *quinchos* », depuis lors transformé en centre de logement transitoire pour les travailleurs détenus et dénoncé au fil du temps comme un centre clandestin de détention.

Les travailleurs de l'usine savaient que les temps étaient devenus durs après le coup. Pedro Troiani, un des ex délégués de l'usine, enlevé et qu'a survécu, se souvient encore une réunion convoquée par l'entreprise pour

annoncer la suspension de l'activité corporative. Les militaires ont rapidement fait le reste du travail. A bord d'une F-100 avec laquelle les militaires parcouraient l'usine, le 24 mars trois compagnons de Troiani ont été enlevés et le 14 avril il a été enlevé. De mars à mai, les enlèvements avec la camionnette Ford ont ajouté au total 25 délégués ; tous appartenaient au groupe syndical formé par 200 délégués d'une usine qui comptait 5.000 travailleurs. Les 25 ont techniquement disparu pendant une moyenne de 30 à 60 jours, la moitié ont été enlevés dans leurs maisons et ont emmenés au commissariat du Tigre, organisé comme centre clandestin. L'autre moitié a été enlevée sur leur lieu de travail, explique Tomas Ojea Quintana, avocat et représentant des plaignants.

En général, les travailleurs sont restés plusieurs heures ou jours dans le « *quincho* » du terrain de sports de la Ford. Ils étaient ensuite transférés au Tigre ou dans un commissariat de Maschwitz. Trente, quarante ou soixante jours plus tard, abandonnant la qualité de "disparu", ils passaient dans les prisons de Devoto ou de Sierra Chica, arrêtés à la disposition du Pouvoir Exécutif National. Généralement, au bout d'une année ils étaient transférés à la Plata, où ils retrouvaient la liberté.

Pourquoi ont-ils été arrêtés ? Pourquoi ont-ils survécu ? Pourquoi les ont-ils enlevés à ciel ouvert en se déployant de façon ostensible dans l'usine ? Les délégués ne savent toujours pas grâce à qui ils ont survécu, mais ils sont convaincus que l'entreprise autorisait les mouvements des militaires, la détention d'armes et les menaces, pour détruire le syndicalisme dans l'usine. Ils ont appelé cette méthodologie 'terrorisme d'Entreprise' et ont dénoncé quatre directeurs et un militaire comme les responsables.

### L'autre terrorisme

À partir de la documentation reprise pendant les trois ans d'enquête de la Cour Fédérale N° 3, des témoignages des victimes et des nombreux témoins, les ex délégués de la Ford sont arrivés à construire une hypothèse sur la logique des enlèvements. Cette époque était une des plus prospères de l'usine, avec des salariés politisés qui exigeaient des augmentations de salaires et réclamaient des améliorations dans les mauvaises conditions de travail. Ce qui selon Troiani, les gênait. Dans la plainte judiciaire, il a expliqué : "L'entreprise a lancé et a exécuté un plan précis et concret pour se défaire de façon violente de l'activité corporative et syndicale (...) s'appuyant sur l'appareil engendré par le terrorisme d'État, bien qu'en fournissant aussi, comme jamais avant cela ne s'était produit, des installations propres pour le fonctionnement d'un Centre Clandestin de Détention et pour le maintien du personnel militaire et de sécurité".

Dans ce contexte, les directeurs de l'entreprise jouent un rôle essentiel dans l'exécution de ce plan. Pour les salariés, les responsables sont Nicolás Enrique Courard, président et représentant légal de la compagnie *Ford Moteur Argentine SA* ; Pedro Muller, directeur de production ; Guillermo Galárraga, en charge de la gestion des Relations Industrielles, et de Héctor Francisco Sibilla, le militaire retraité de l'Armée, engagée ensuite par l'Ambassade des Etats-Unis, qui était le chef de Sécurité de l'usine de Pacheco et élevé le 26 juillet 1978, après les enlèvements des syndicalistes, au rang de lieutenant -colonel.

En accord avec cette affaire, Sibilla, "avait le contrôle de toute l'usine et le détenait encore à l'époque où les forces militaires occupaient le terrain de sports, ce qui fait qu'il avait connaissance des enlèvements et du transfert de ceux qui avaient été enlevés du Centre Clandestin de Détention jusqu'au Commissariat du Tigre".

Selon les témoignages, Sibilla était un des personnes de l'entreprise qui a pris part aux interrogatoires des délégués syndicaux retenus "pour obtenir une information liée à l'activité corporative dans l'usine". Et Sibilla n'était pas le seul membre des forces de sécurité engagé par la compagnie. Les témoignages indiquent la même origine pour toutes les personnes qui travaillaient comme membre de la sécurité de la Ford, une donnée qui crédite l'hypothèse qu'il existait, selon les avocats, "une coordination logistique entre l'entreprise Ford et les forces militaires".

## **Les connexions de Ford Motors à la répression de la dictature argentine dans les Années de Plomb**

Francisco Guillermo Perrotta n'était pas un ouvrier mais un des 2.500 employés administratifs de l'usine qui jusqu'à la moitié des années 70 n'avaient pas de représentants du personnel. Comme employé du Bureau d'Analyse de Coût de Matériel et Inventaire, Perrotta gérait une information détaillée et volumineuse sur des questions internes de l'usine. Avec un autre délégué du secteur financier, ils ont été les deux uniques personnes torturées avec la gégène. Dans le cas de Perrotta, la plainte dit, "l'entreprise a décidé de prendre part de façon directe à son interrogatoire par le biais du chef de Sécurité de l'usine".

Perrotta a rapporté son passage à la torture dans son témoignage dans la plainte. "A la question s'il a reconnu Sibilla comme un de ses tortionnaires au Commissariat 1<sup>a</sup> du Tigre, il a répondu qu'il n'a pas reconnu Sibilla comme celui qui l'interrogerait" mais il a décrit comme "la seconde personne qui suggérait à celui qui l'interrogeait de lui demander telle ou telle chose". "Il lui a paru que la voix de la personne qui l'interrogeait se confondait avec celle de Sibilla, mais comme il se trouvait avec le visage bandé et avec les souffrances propres des torture, s'il n'a jamais pu voir le visage de l'interrogateur". Ses interrogateurs ont mentionné des données et des noms internes à la Ford comme s'ils savaient de qui ils parlaient. Pendant tout ce temps, Perrotta était torturé à la gégène : "Ils le dévêtaient et ils l'attachait à une espèce de cadre de fer et le ils plaçaient un anneau dans le doigt du pied.

Ensuite, ils le mouillaient avec eau et ils lui appliquaient des décharges électriques sur les parties génitales, dans la poitrine et dans la bouche ". Dans sa déclaration, il a rappelé que "ils lui ont appliqué cette méthode lors de quatre ou cinq séances".

À la cour la participation de Sibilla aux séances de torture ne l'a pas surpris. "cela ne doit pas surprendre qu'il ait pris part à cet interrogatoire et à d'autres actions - ont-ils indiqué -, puisqu'il appartenait aux Forces Armées, en ayant été élevé lieutenant-colonel après l'éradication du syndicalisme et la mise au pas des employés de l'entreprise Ford".

L'Ambassade des Etats-Unis a fait honneur à ses mérites. Après son passage par Ford, Sibilla a été embauché comme personnel de sécurité du siège diplomatique fonction qu'il a occupé jusqu'2004. Ce fut l'ambassade elle-même qui a fourni cette information quand les parties l'ont sollicité. Página/12 a demandé à un porte-parole de l'ambassade le motif de l'embauche du militaire que les délégués indiquent comme un de leurs répresseurs. "En général l'Ambassade des Etats-Unis ne fait pas de commentaires sur les décisions internes concernant ses employés" ont-ils discrètement expliqué.

### **Histoire des enlèvements**



L'affaire des ex délégués de la Ford a commencé dès qu'a pris fin la dictature militaire. Un groupe d'ex travailleurs dirigés par Pedro Troiani s'est approché de la Commission Nationale sur la Disparition de Personnes demandant d'inclure aux victimes les 25 délégués de l'usine de Pacheco enlevés entre mars et mai 1976 à cause de leur activité syndicale développée dans l'usine. Bien que la demande ait obtenue un premier élan, n'a pas percé au grand jour jusqu'à 1998 quand - comme beaucoup d'autres affaires locales en buté avec les lois d'impunité - la CTA a décidé de promouvoir cette affaire devant le tribunal espagnol du de Baltazar Garzon.

## Les connexions de Ford Motors à la répression de la dictature argentine dans les Années de Plomb

La présentation à l'étranger de l'affaire a servi à mobiliser à l'opinion publique nationale et internationale sur les événements soufferts par Troiani et ses camarades, mais les plaintes juridiques sur le fond n'ont avancé qu'il y a trois ans.

Le récent jugement en nullité des lois d' « Obéissance Due » et du « Point Final » a habilité une voie judiciaire locale devant la Cour Fédérale N° 3, à la charge de Daniel Rafecas. Jeudi passé, cette dernière étape de la plainte judiciaire a pris un nouvel envol. "Se sont déjà écoulées trois années et plusieurs mois de recherche dans un dossier de presque mille pages", a indiqué lors de la présentation judiciaire, Pedro Troiani, qui en sa qualité de plaignant, a réclamé au juge pour la première fois la détention et la citation à comparaître d'un militaire et de quatre directeurs de la Ford, dont Héctor Francisco Sibilla.

A plusieurs occasions, les délégués ont demandé à la Justice une inspection de visu sur le terrain, comme on a fait dans l'Olimpo (tristement célèbre camp de concentration) ou dans les lieux qu'ils ont fonctionné comme centres clandestins de détention, a expliqué l'avocat Tomas Ojea Quintana, représentant des délégués. En 1998, quand Página/12 s'est fait l'écho de la plainte présentée par la CTA en Espagne, l'entreprise a nié tout lien de Pacheco avec un camp de détention. Son directeur des relations institutionnelles, Jorge Di Nucci, a insisté que d'une manière ou d'une autre "il n'y a pas eu là de centres de détention". Dans cette même logique, l'entreprise a dit que les délégués ont déjà fait à juste titre un procès au titre du droit du travail, procès qu'ils reconnaissent avoir gagné. Toutefois, ni l'une ni l'autre explication ne paraît suffisante. Les employés ont eu recours à ce procès au terme du droit du travail pour les indemnités en suspens à cause des renvois, parce c'était la seule chose qu'ils avaient à portée de main. Selon les mots d'Ojea Quintana, "ce fut la seule chose qu'il ont pensé".

Pendant la semaine dernière, ces mêmes délégués ont fait les premiers pas pour faire avancer maintenant une procédure civile au niveau local semblable à celle qui a été ouverte et puis retirée en janvier 2004 aux Etats-Unis contre la *Ford Motors Company* pour les enlèvements et la disparition forcée de 25 délégués. Cette plainte n'a pas pu être suivie compte tenu des changements de jurisprudence interne. Les avocats l'ont retirée et ont ouvert maintenant une route pour promouvoir cette même plainte à l'intérieur du pays. Contrairement à la législation pénale, le civil empêche de porter plainte sur une affaire qui remonte à plus de deux années. Pour cette raison, les avocats des délégués de la Ford n'ont pas ouvert l'affaire par une plainte contre la Ford. À travers une question, ils ont demandé à un juge civil de se prononcer en faveur ou contre l'imprescriptibilité des crimes lèse-humanité dans le domaine civil, où il n'existe pas d'antécédents de ce type.

### Relations avec la matrice



La relation et le niveau d'échanges entre l'usine argentine de la Ford et la *Ford Moteur Company* étasunienne est un autre des points sur lesquels l'enquête avance. La Ford locale n'était pas une succursale de la compagnie étasunienne, bien qu'il existe un contrôle logistique, opérationnel et financier de l'entreprise. A coté de cela, on ne

sait pas jusqu'où ce qui arrivait aux travailleurs argentins était connu à la maison mère.

Jusqu'à présent, les seuls indices d'échange d'information d'un côté et de l'autre sont limités aux informations de type commercial et administratif. Par exemple, on a trouvé maintenant une série d'archives entre les mains du Département d'État américain, déclassifiés, sur la possibilité d'un échange commercial de la *Ford Argentine* avec La Havane, ce pourquoi ils avaient besoin d'une médiation des Etats-Unis. A coté de cela, l'avocat Tomas Ojea Quintana indique un élément frappant. Tout ce qui concernait les dossiers du personnel de l'entreprise était en espagnol, mais ceux des secteurs les plus sensibles, comme les finances, étaient écrit en anglais. Pour l'avocat, les croisements d'information avec le siège des Etats-Unis serait un signal de plus.

### L'alliance du capital et des flingues



Un rapport de l'ambassade révèle comment étaient coordonnés entre des entreprises et des militaires les enlèvements de dirigeants syndicaux. L'affaire des ex délégués de la Ford contient un document déclassifié du Département d'État des Etats-Unis, considéré comme une pièce qui suggère qui oeuvrait pour ce terrorisme d'État. C'est un rapport fourni par l'ambassade des Etats-Unis en Argentine au Département d'État à la suite de l'enlèvement de 19 travailleurs de l'usine de Lozadur céramique. Le document rend compte non seulement des circuits d'échange d'information, mais avec plusieurs détails qui renforcent l'hypothèse de l'existence d'une alliance entre les forces de sécurité et les entreprises dans les politiques de répression. La photo est en haut la première page du dossier.

Le document daté à Buenos Aires du 14 juin 1978 porte comme référence "*Disappearance of ceramics workers in 1977*" (Disparition de travailleurs de l'union céramistes en 1977). Le contenu rapporte la relation entre les directeurs usines et forces de sécurité pour la disparition des travailleurs de l'usine de céramique des alentours de Bella Vista.

Après avoir mentionné que "une source" a informé la disparition de "entre 15 et 20 travailleurs de Lozadur en novembre 1977" et "5 à 10 dans d'autres usines du même secteur et à la même époque", le document explique que ces disparitions sont arrivées à un moment de conflit syndical sur les mauvaises conditions de travail et les salaires insuffisants, avec une feinte de collaboration des travailleurs et un lockout de l'entreprise qui a eu pour conséquence 350 renvois.

Le texte continue avec un commentaire "d'une source protégée de la direction" de Lozadur qui la délie de tout type de responsabilité sur la disparition des travailleurs, "en soutenant que l'Armée s'est infiltrée dans l'usine par sa propre initiative. Et il n'avait aucune nécessité de consulter à la direction pour identifier ou agir contre les suspects montoneros (Opposition armée péroniste) ".

Dans le paragraphe suivant, celui qui était chargé de faire le rapport et le remettre aux Etats-Unis a négligé les

## **Les connexions de Ford Motors à la répression de la dictature argentine dans les Années de Plomb**

sources de la direction de Lozadur pour rendre compte d'un commentaire élaboré en nom propre à partir du contact avec "des autorités des agences de sécurité". Là apparaît la caractérisation du lien qui existait entre les entreprises et les forces de sécurité, élément qui intéresse le plus ceux qui travaillent sur les affaires de terrorisme d'État :

"Nous croyons qu'en général il y a un degré élevé de coopération entre des directeurs et les agences de sécurité - dit le rapport - visant à éliminer des terroristes infiltrés des lieux de travail industriels, et à diminuer le risque de conflits dans l'industrie. Des autorités de sécurité ont récemment expliqué à l'ambassade - sans référence spéciale au cas de Lozadur - qu'elles font beaucoup plus attention qu'avant quand elles reçoivent des plaintes des directeurs sur un activisme terroriste supposé dans les usines industrielles, qui pourraient être en réalité à peine des cas de légitime (bien qu'illégal) activisme syndical."

Pour Tomas Ojea Quintana, le paragraphe est une autre preuve de poids. Il renforce l'hypothèse que la Ford, comme un grand nombre d'entreprises, est montée au créneau de la répression pour se défaire du personnel le plus conflictuel de l'usine.

[Página 12](#). Buenos Aires, 26 février 2006.

**Traduction de l'espagnol pour El Correo de :** Estelle et Carlos Debiasi